



■ **République Française**  
Département de l'Oise  
Arrondissement de Senlis  
Ville de Creil

■ **Arrêté du maire n°2021-235**  
Dérogation provisoire à l'arrêté général du 16 septembre 1994  
modifié réglementant la circulation et le stationnement urbains

Le maire de Creil,

Vu les lois n° 82-213 du 2 Mars 1982 et n° 82-623 du 22 Juillet 1982 modifiées relatives aux Droits et Libertés des Communes, des Départements et des Régions,  
Vu le Décret 83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'Administration et les Usagers,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-1,  
Vu le code de la route et notamment ses articles R325-12, R417-9, R417-11 et R417-12,  
Vu le code pénal,  
Vu l'arrêté municipal en date du 16 septembre 1994 modifié réglementant la circulation et le stationnement urbains,

■ **Considérant :**

Que pour assurer la sécurité publique à l'occasion des travaux de réparation du réseau Telecom, rue de Beauvoisis, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement à compter du 16 août 2021.

■ **Arrête :**

Article 1 : A compter du lundi 16 août 2021 et ce jusqu'à la fin des travaux, la circulation et le stationnement subiront des restrictions, rue de Beauvoisis dans la portion comprise entre le numéro 27 et numéro 29,

Article 2 : Ces restrictions consisteront, en :

- Une limitation de vitesse,
- Une circulation sur chaussée rétrécie,
- Un stationnement strictement interdit sur les places matérialisées au droit des n° 27 et 29 à la hauteur des travaux selon les besoins du chantier

Article 3 : En cas de non respect de cet arrêté, il pourra être procédé à la mise en fourrière des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R325-12 et suivants du code de la route.

Article 4 : Une signalisation réglementaire posée à la diligence de l'entreprise portera ces dispositions à la connaissance des usagers.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié et transmis à :

- M. le commissaire de police
- M. le chef du centre de secours

Article 7 : Monsieur le commissaire central, chef de la circonscription de sécurité publique de Creil, monsieur le directeur général adjoint des services, monsieur le directeur de la tranquillité publique et madame la cheffe de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens sis-14 rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex 01 dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

Copie certifiée conforme  
Pour le Maire et par délégation  
Le Directeur général adjoint

Ronan TEXIER

Jean-Claude VILLEMMAIN

Maire de Creil,  
Président de l'ACSO